

Investissements privés et publics

Juin 2021

Québec et ses régions, intentions 2021

Par Guillaume Marchand

Le présent bulletin fournit les estimations pour 2021 (intentions) des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon la propriété (privée et publique), l'industrie (biens et services), l'actif (construction ; matériel et outillage) et le pays ou la province de contrôle par région administrative et par région métropolitaine de recensement (RMR). Ces estimations sont produites à partir des résultats de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada diffusés le 26 février 2021. De plus, ce bulletin expose les estimations pour 2019 des dépenses en immobilisations incorporelles en logiciels, les estimations pour 2020 des dépenses en construction résidentielle ainsi que les intentions pour 2021 des dépenses en immobilisations incorporelles dans la prospection pétrolière, gazière et minérale. Finalement, la publication présente les différences entre les données réelles, provisoires et perspectives diffusées en 2020 et 2021, et ce, par région administrative et RMR.

Au Québec

Selon les intentions pour 2021, les dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles devraient atteindre 48,3 milliards de dollars au Québec, une hausse de 10,9 % par rapport à 2020. Il s'agirait d'une croissance supérieure à celle attendue au Canada (7,0 % en 2021). En 2019 et 2020, ces dépenses ont respectivement augmenté de 7,0 % et diminué de 4,9 % au Québec, alors qu'au Canada elles ont progressé de 3,9 % et baissé de 9,2 %.

Coup d'œil régional

Les dépenses en immobilisations se concentreraient principalement dans la région administrative de Montréal en 2021 avec une part de 34,2 % des dépenses de l'ensemble du Québec. Après une baisse des dépenses de 13,7 % en 2020 et une hausse de 15,8 % en 2021, Montréal retrouverait le même niveau de dépenses qu'en 2019. La variation de 2021 serait principalement attribuable aux secteurs de la fabrication (34,6 %), des services immobiliers et des services de location et de location à bail (+ 31,9 %), du transport et de l'entreposage (+ 27,1 %) et des administrations publiques (+ 25,6 %). Le secteur du commerce de gros connaîtrait une baisse de ses dépenses, lesquelles passeraient de 386,4 M\$ à 279,1 M\$ (- 27,8 %).

Après cinq années de hausse constante entre 2014 et 2019, la Montérégie, deuxième région administrative en importance sur le plan des dépenses en immobilisations, connaîtrait deux légères baisses en 2020 et 2021 (- 4,0 % et - 1,4 %). En 2021, la variation proviendrait principalement des secteurs de la fabrication (- 18,5 %) et du transport et de l'entreposage (- 17,1 %). La Côte-Nord serait la région administrative qui connaîtrait la plus importante hausse (+ 30,2 %), due à une augmentation des dépenses dans les secteurs de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz (+ 100,0 %) et des services publics (+ 12,3 %).

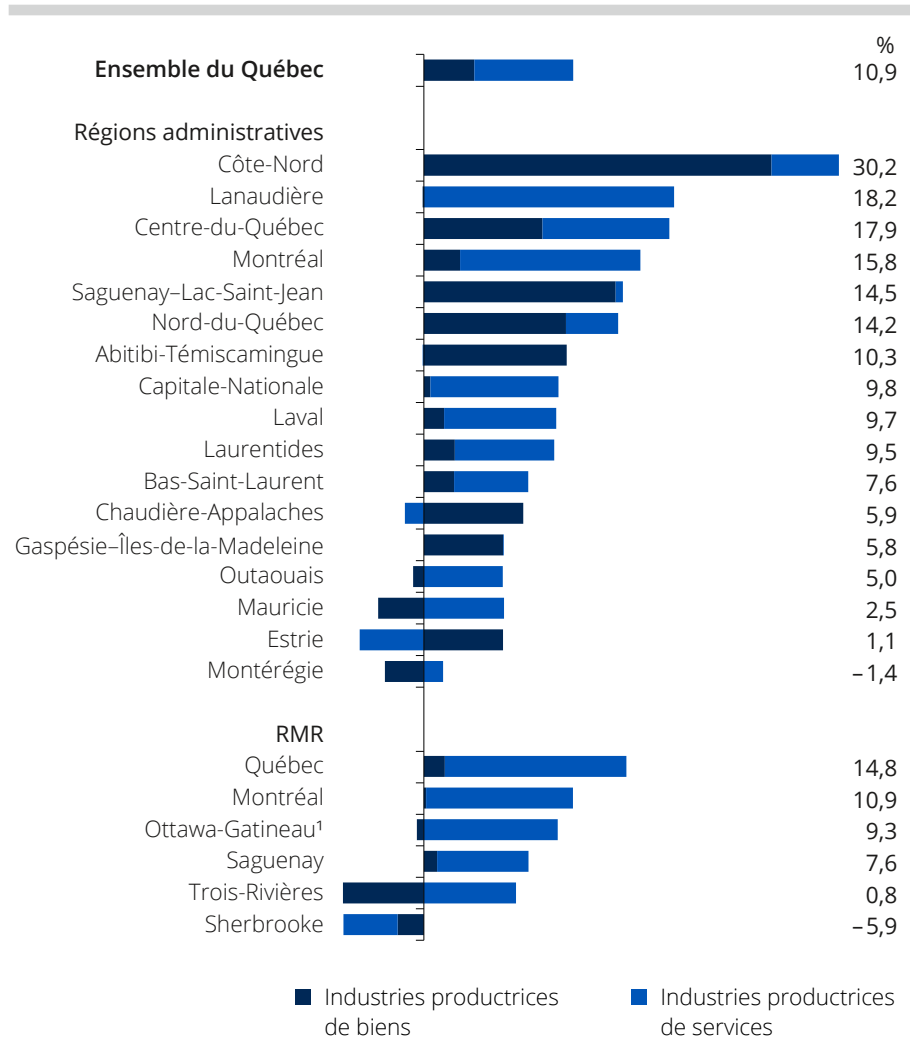
Seize des dix-sept régions administratives du Québec afficheraient une hausse en 2021. Outre la Côte-Nord et Montréal, cinq autres régions auraient une croissance supérieure à 10 % : Lanaudière (+ 18,2 %), le Centre-du-Québec (+ 17,9 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 14,5 %), le Nord-du-Québec (+ 14,2 %) et l’Abitibi-Témiscamingue (+ 10,3 %). Les hausses proviendraient principalement des secteurs suivants :

- Services d’enseignement (Lanaudière) ;
- Services publics (Centre-du-Québec, Saguenay–Lac-Saint-Jean et Nord-du-Québec) ;
- Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz (Abitibi-Témiscamingue).

La région métropolitaine de recensement (RMR) de Québec enregistrerait la plus forte croissance avec 14,8 %. La hausse des dépenses se trouverait autant en construction qu’en matériel et outillage, qu’elles soient de propriété privée ou publique.

Figure 1

Variation annuelle des intentions de dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon l’industrie, régions administratives, régions métropolitaines de recensement (RMR) et ensemble du Québec, 2021



1. Partie québécoise uniquement.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d’investissement au Québec*, exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l’Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Permis de bâtir et Recensement de l’agriculture*. Adapté par l’Institut de la statistique du Québec.

Dépenses en immobilisations des entreprises sous contrôle étranger

Au Québec, en 2021, les dépenses des entreprises sous contrôle étranger représentent 19,8 % des dépenses en immobilisations privées et 8,9 % de l'ensemble des dépenses en immobilisations non résidentielles. Pour l'année 2021, les entreprises sous contrôle étranger prévoient une baisse de 6,8 % de leurs dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles privées au Québec, ramenant ainsi le niveau de dépenses à 4,3 G\$. Du côté des entreprises sous contrôle canadien (celles du Québec y comprises), la hausse atteindrait 11,7 % avec des dépenses de 17,4 G\$.

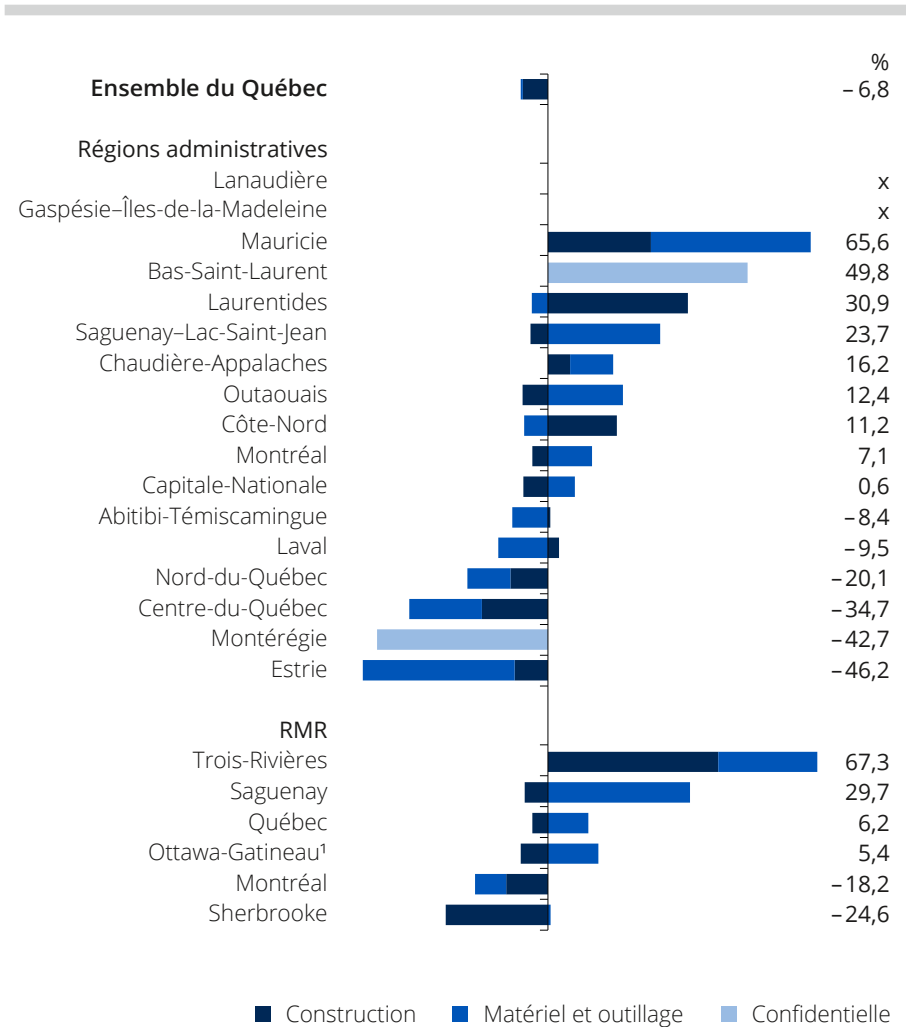
En ce qui concerne les dépenses des entreprises sous contrôle étranger, la baisse au Québec proviendrait essentiellement de la diminution des dépenses d'entreprises sous contrôle états-unien établies en Montérégie (- 42,7 %). La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean afficherait, quant à elle, la plus forte hausse de ces dépenses. Elles passeraient de 473,3 M\$ en 2020 à 585,4 M\$ en 2021 (+ 23,7 %). Cette hausse proviendrait, entre autres, de l'augmentation des dépenses provenant d'entreprises étrangères qui ne sont pas sous contrôle états-unien.

Les dépenses en immobilisations des entreprises sous contrôle étranger seraient en hausse dans quatre RMR en 2021. Trois-Rivières afficherait la plus forte hausse (+ 67,3 %) en raison, entre autres, des dépenses d'entreprises sous contrôle états-unien.

En 2021, les dépenses des entreprises sous contrôle canadien de la Côte-Nord augmenteraient de 392 M\$ (+ 125 %) et celles de Montréal de 1,1 G\$ (+ 21,1 %). Pour la RMR de Québec, la hausse des dépenses se chiffrerait à 158 M\$ (+ 11,4 %).

Figure 2

Variation annuelle des intentions de dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles privées des entreprises sous contrôle étranger, régions administratives, régions métropolitaines de recensement (RMR) et ensemble du Québec, 2021



1. Partie québécoise uniquement.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec* ; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, du Registraire des entreprises et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Liens de parenté entre sociétés, Permis de bâtir et Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Immobilisations résidentielles

Malgré la pandémie de COVID-19, les dépenses en immobilisations résidentielles ont poursuivi leur croissance au Québec (+ 2,0 %) pour atteindre 26,2 G\$ en 2020. Les dépenses de 13 des 17 régions administratives sont en hausse. La région administrative de l'Estrie (+ 46,2 %) a enregistré la plus forte augmentation, attribuable en grande partie à la rénovation. La Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (26,1%), le Bas-Saint-Laurent (16,9 %) et le Centre-du-Québec (16,3 %) affichaient des croissances supérieures à 15 %.

Toujours en 2020, seules les régions de Laval, de Montréal, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec ont vu leurs dépenses en immobilisations résidentielles diminué. Laval a affiché une baisse (- 22,7 %) en raison d'une diminution dans la rénovation de bâtiments multifamiliaux, laquelle fait suite à une importante hausse observée en 2019 (+ 21,4 %). Pour Montréal, la baisse des dépenses a été de 12,3 %.

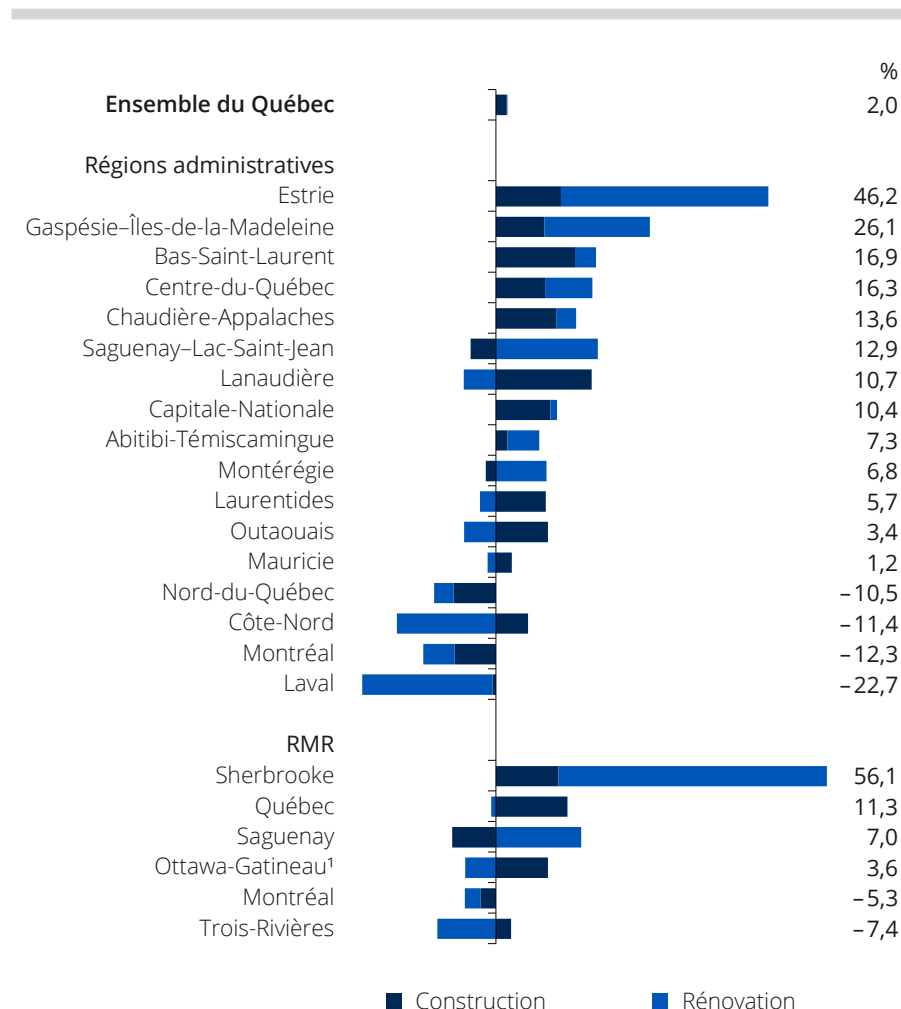
Logiciels et prospection

Au Québec, les dépenses en logiciels se chiffrent à 3,3 G\$ en 2019 (voir tableau 2), ce qui constitue une hausse de 33,7 % par rapport aux 2,5 G\$ dépensés en 2018. Cette hausse est principalement attribuable aux régions de Montréal (+ 438,2 M\$) et de la Capitale-Nationale (+ 150,5 M\$).

Les dépenses en prospection pétrolière, gazière et minérale au Québec devraient se chiffrer à 644,1 M\$ en 2021, en hausse de 308,0 M\$. L'Abitibi-Témiscamingue serait en croissance de 219,9 M\$, alors que le Nord-du-Québec afficherait une baisse de 61,9 M\$.

Figure 3

Variation annuelle des dépenses en construction résidentielle, régions administratives, régions métropolitaines de recensement (RMR) et ensemble du Québec, 2020



1. Partie québécoise uniquement.

Sources : Statistique Canada, *Investissement en construction de bâtiments et Permis de bâtir*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Révision des données provisoires 2019 et des intentions 2020 diffusées en 2020

Dans l'ensemble du Québec, les données réelles 2019 des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles ont été majorées de 5,7 % par rapport aux données provisoires 2019 (voir tableau 3). Cependant, les estimations de certaines régions ont été revues à la baisse : la RMR de Sherbrooke (- 9,5 %), l'Estrie (- 7,7 %), la Côte-Nord (- 7,3 %), l'Abitibi-Témiscamingue (- 4,7 %), la Chaudière-Appalaches (- 3,6 %), la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (- 1,2 %) et

la RMR de Trois-Rivières (- 0,8 %). Le scénario se répète entre les données provisoires et les intentions 2020. La hausse se chiffre à 4,4 % pour l'ensemble du Québec. Par contre, certaines régions ont subi une révision à la baisse : Nord-du-Québec (- 30,6 %), Montréal (- 6,4 %), la partie québécoise de la RMR d'Ottawa-Gatineau (- 4,5 %) et la Côte-Nord (- 3,9 %).

Définitions des concepts et précisions méthodologiques

Dépenses en immobilisations régionales. La régionalisation des données sur les dépenses en immobilisations s'appuie essentiellement sur l'Enquête sur les projets d'investissement au Québec de l'Institut de la statistique du Québec et sur l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations de Statistique Canada. Puisque cette dernière enquête n'est pas conçue pour garantir la représentativité régionale, et malgré l'utilisation d'autres sources de données pour améliorer la représentativité régionale, l'interprétation des données doit être faite avec prudence.

Construction résidentielle régionale. Les estimations des données par régions administratives se basent sur le programme statistique Investissement en construction de bâtiments de Statistique Canada. L'interprétation des dépenses en construction résidentielle par régions administratives doit être faite avec prudence, puisque les données détaillées sur les permis de bâtir utilisées pour la répartition régionale sont partielles pour certaines régions et catégories d'actifs.

Révision des données provisoires et des intentions. Les données anticipées pour 2021 ainsi que les données provisoires pour 2020, recueillies auprès des entreprises au cours de l'automne 2020, sont sujettes à révision et ne peuvent pas être considérées comme aussi fiables que les données réelles. Par conséquent, les révisions des dépenses en immobilisations sont importantes entre les intentions, les données provisoires et les données réelles. Les projets de construction et les achats de machineries peuvent être annulés ou reportés, ou voir leurs échéanciers modifiés au cours des différents cycles de diffusion des données. Les révisions peuvent également être causées par des modifications apportées à l'échantillonnage et aux allocateurs régionaux.

Investissements sous contrôle étranger et investissement direct étranger : présentation des concepts

Il existe plusieurs données sur le thème de l'investissement étranger. Or, cette appellation peut porter à confusion, car elle peut faire référence à plusieurs concepts qui ne sont pas nécessairement comparables entre eux. Dans cette publication, nous faisons référence au concept de dépenses en immobilisations selon le pays de contrôle (investissement sous contrôle étranger), mais il existe également le concept d'investissement direct étranger et d'investissements étrangers selon le sens de la Loi sur Investissement Canada.

Investissement direct étranger : Les données portant sur l'investissement direct étranger, comme présenté dans la publication Bilan des investissements internationaux du Canada de Statistique Canada sont liées aux flux financiers transfrontaliers par l'acquisition d'instruments financiers, telles les actions et les obligations. On considère qu'un agent économique est un investisseur direct s'il exerce une influence marquée sur la gestion d'une société canadienne, ce qui

correspond à détenir au moins 10 % des actions avec droit de vote. La valeur de l'investissement est une valeur comptable, qui mesure la différence entre deux périodes de la valeur comptable du bilan des entreprises.

Également, Industrie Canada compile des données sur les investissements étrangers en examinant les investissements effectués par les non-résidents, conformément à la Loi sur Investissement Canada. Cette loi vise à instaurer l'examen des investissements importants effectués au Canada par des non-Canadiens afin de garantir ces avantages. De manière générale, les concepts utilisés se rapprochent de l'investissement direct étranger. Cependant, les dispositions de la loi comportent de nombreuses inclusions, exclusions et modulations en fonction du pays d'origine, du secteur industriel, de la propriété privée ou publique et du niveau d'investissement qui ne couvrent pas l'ensemble des investissements directs étrangers.

Malgré la similitude des dénominations, il n'existe aucun lien statistique entre ces concepts. L'investissement sous contrôle étranger augmente le stock de capital productif de l'économie, alors que l'investissement direct étranger mesure le changement de propriétés des actifs financiers par les flux transfrontaliers.

Par exemple, la construction d'une usine par une entreprise américaine établie au Québec constitue une dépense en immobilisation sous contrôle étranger, alors que la méthode de financement sera le principal critère pour déterminer s'il s'agit d'investissement direct étranger. Une construction financée par un emprunt local ne sera pas considérée comme un investissement direct étranger (aucun flux financier transfrontalier), alors que ce sera le cas si elle est financée par la maison mère américaine à l'aide des bénéfices non répartis.

Dépenses en immobilisations de l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations et formation brute de capital fixe des comptes économiques

Les dépenses en immobilisations ne sont pas harmonisées avec les concepts des comptes économiques. Par conséquent, ces estimations ne sont pas égales à celles de la formation brute de capital fixe que l'on retrouve dans les composantes du produit intérieur brut selon les dépenses de même que celles de l'investissement du programme Stock et consommation de capital fixe non résidentiel de Statistique Canada.

Les données provenant de l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations sont la principale source d'information utilisée pour mesurer la formation brute de capital fixe du système de comptabilité nationale. Cette dernière est un concept plus large, car elle inclut, en plus des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles, celles en bâtiments résidentiels et celles liées aux produits de propriété intellectuelle. Pour les catégories des dépenses en immobilisations « ouvrages non résidentiels » et « machines et matériel », appelées « construction » et « matériel et outillage » dans l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, certains ajustements doivent être faits pour qu'elles soient conformes aux comptes économiques.

Ajustements

- Ajout des immobilisations incluses aux dépenses d'exploitation ;
- Ajout des immobilisations à usage commercial provenant d'achats personnels ;
- Déduction des immobilisations à usage personnel provenant d'achats commerciaux ;
- Analyse de la cohérence entre la production, le commerce, les stocks et les investissements pour les voitures, les camions et les aéronefs ;
- Déduction de la valeur des véhicules loués à des fins personnelles ;
- Déduction pour les véhicules automobiles et aéronefs d'occasion, les rebuts et la récupération ;
- Analyse de la cohérence du secteur des administrations publiques avec les données des statistiques de finances publiques canadiennes ;
- Ajout des coûts de transfert ;
- Sectorisation et reclassification de certains répondants de l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations

entre les secteurs des entreprises, des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages ;

- Équilibrage des tableaux des ressources et des emplois.

La différence entre les dépenses en immobilisations publiques de l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations et la formation brute de capital fixe des administrations publiques des comptes économiques est principalement le traitement des entreprises publiques qui diffère entre les deux produits de données. Dans l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, les dépenses en immobilisations des entreprises publiques sont considérées comme faisant partie de l'univers public, alors que dans les comptes économiques provinciaux, ces investissements se retrouvent majoritairement dans le secteur des entreprises. Seule une partie des dépenses en immobilisations des entreprises publiques locales, soit les dépenses en immobilisations liées aux réseaux d'aqueducs, se retrouve dans la formation brute de capital fixe des administrations publiques locales dans les comptes économiques.

Définitions

Dépenses en immobilisations ou investissements

Dépenses faites pour l'acquisition d'actifs durables neufs qui procurent un avantage économique à son propriétaire. Elles sont divisées entre les immobilisations corporelles (bâtiment, travaux de génie, matériel et outillage), incorporelles (logiciel, recherche et développement, prospection pétrolière, gazière et minérale, etc.) et financières (actions, obligations, prêts, créances, etc.). Elles excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de matériel ou d'outillage d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements de propriété publique

Dépenses en immobilisations des administrations, des entreprises et des organismes publics fédéraux, provinciaux et locaux. Par ailleurs, le secteur public inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux publics.

Dépenses en immobilisations selon le pays de contrôle ou investissements sous contrôle étranger

Dépenses faites par les entreprises dont le contrôle est exercé majoritairement par des intérêts étrangers. Le pays de contrôle est attribué aux sociétés selon la règle de la propriété de 50 % des actions avec droits de vote. Lorsqu'il n'est pas possible d'attribuer le contrôle de la société à une personne ou à une entreprise, le lieu de son siège social est utilisé.

Construction résidentielle

Constructions permanentes qui produisent un service de logement. Les constructions doivent avoir une salle de bain et une cuisine pour chaque logement. Elles comprennent, entre autres, les maisons, appartements, garages, chalets et maisons mobiles.

Tableau 1

Dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon l'industrie, la propriété et l'actif, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, intentions 2021

	Unité	Industrie (SCIAN)		Propriété		Actif		Total
		Biens	Services	Privé	Public	Construction	Matériel et outillage	
Régions administratives								
Bas-Saint-Laurent	M\$	265,4	855,4	316,0	804,9	829,8	291,1	1 120,9
	TCA (%)	9,4	7,1	0,5	10,7	15,7	-10,3	7,6
Saguenay-Lac-Saint-Jean	M\$	1 265,9	866,8	1 071,3	1 061,5	1 187,0	945,8	2 132,7
	TCA (%)	25,9	1,2	1,7	31,2	13,8	15,5	14,5
Capitale-Nationale	M\$	842,6	3 997,7	1 865,8	2 974,5	3 120,4	1 720,0	4 840,3
	TCA (%)	2,6	11,5	5,8	12,5	13,9	3,0	9,8
Mauricie	M\$	484,5	563,8	360,3	688,0	748,8	299,5	1 048,3
	TCA (%)	-6,6	11,8	-5,5	7,3	0,6	7,8	2,5
Estrie	M\$	886,1	758,9	862,4	782,6	1 121,5	523,4	1 644,9
	TCA (%)	11,9	-9,1	-9,7	16,4	9,9	-13,7	1,1
Montréal	M\$	2 205,0	14 293,4	7 376,4	9 122,0	10 583,6	5 914,8	16 498,4
	TCA (%)	20,6	15,1	18,9	13,4	18,3	11,6	15,8
Outaouais	M\$	289,1	784,5	407,1	666,5	762,1	311,5	1 073,6
	TCA (%)	-2,7	8,1	-2,4	10,0	6,8	0,8	5,0
Abitibi-Témiscamingue	M\$	1 125,3	486,7	1 181,8	430,1	1 092,1	519,8	1 612,0
	TCA (%)	15,6	-0,3	10,7	9,3	21,1	-7,1	10,3
Côte-Nord	M\$	1 749,8	729,3	1 064,2	1 414,8	2 100,9	378,2	2 479,1
	TCA (%)	38,0	14,7	67,3	11,6	31,4	24,1	30,2
Nord-du-Québec	M\$	994,8	156,3	419,2	731,8	895,3	255,8	1 151,1
	TCA (%)	11,7	32,5	-17,3	45,9	19,4	-1,0	14,2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	M\$	169,7	461,9	143,8	487,7	496,1	135,5	631,6
	TCA (%)	25,5	0,1	9,3	4,8	17,2	-21,9	5,8
Chaudière-Appalaches	M\$	880,8	981,4	850,2	1 012,0	1 242,7	619,5	1 862,2
	TCA (%)	16,9	-2,4	11,3	1,7	5,8	5,9	5,9
Laval	M\$	273,9	1 015,6	571,4	718,1	813,2	476,3	1 289,5
	TCA (%)	6,8	10,4	4,5	14,1	12,6	5,0	9,7
Lanaudière	M\$	432,7	977,0	710,4	699,3	929,8	479,8	1 409,7
	TCA (%)	-0,2	28,7	9,7	28,1	24,7	7,2	18,2
Laurentides	M\$	665,4	1 409,2	967,8	1 106,8	1 368,8	705,8	2 074,6
	TCA (%)	6,9	10,8	9,1	9,8	8,8	10,8	9,5
Montérégie	M\$	2 101,9	4 105,1	2 894,5	3 312,5	3 927,4	2 279,5	6 207,0
	TCA (%)	-7,8	2,2	-12,9	11,4	1,7	-6,4	-1,4
Centre-du-Québec	M\$	606,4	611,8	627,4	590,8	766,7	451,5	1 218,2
	TCA (%)	17,3	18,5	7,8	30,9	14,9	23,3	17,9
Régions métropolitaines de recensement								
Saguenay	M\$	434,0	664,3	717,0	381,3	444,4	653,9	1 098,3
	TCA (%)	2,3	11,4	11,5	1,1	-10,8	25,2	7,6
Québec	M\$	880,3	4 081,8	2 068,8	2 893,3	3 213,0	1 749,1	4 962,1
	TCA (%)	8,2	16,3	10,0	18,4	19,3	7,3	14,8
Sherbrooke	M\$	402,4	641,9	556,4	487,9	735,4	308,9	1 044,3
	TCA (%)	-5,0	-6,4	-11,1	0,9	-4,3	-9,4	-5,9
Trois-Rivières	M\$	175,8	427,0	341,5	261,3	380,7	222,2	602,8
	TCA (%)	-16,7	10,4	1,0	0,6	-2,6	7,3	0,8
Montréal	M\$	3 689,5	19 793,2	10 596,9	12 885,8	15 311,1	8 171,5	23 482,7
	TCA (%)	0,9	12,9	7,8	13,5	15,1	3,8	10,9
Ottawa-Gatineau ¹	M\$	167,3	731,2	359,0	539,5	651,1	247,4	898,5
	TCA (%)	-2,4	12,3	-5,7	22,2	15,0	-3,4	9,3
Ensemble du Québec	M\$	15 239,3	33 054,6	21 689,9	26 604,0	31 986,1	16 307,8	48 293,9
	TCA (%)	11,8	10,5	7,5	13,8	14,1	5,0	10,9

1. Partie québécoise uniquement.

TCA (%): Taux de croissance annuel.

SCIAN: Statistique Canada, Système de classification des industries de l'Amérique du Nord.

Sources: Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*, exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, et du ministère de la Santé et des Services sociaux; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Permis de bâtir et Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2

Dépenses en immobilisations non résidentielles selon le pays de contrôle, dépenses en immobilisations résidentielles et dépenses liées à certains produits de propriété intellectuelle, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2019 à 2021

	Unité	Pays de contrôle		Résidentielle		Produits de propriété intellectuelle	
		2021 ¹		2020		2021 ¹	2019
		Canada	Étranger	Construction	Rénovation	Prospection	Logiciel
Régions administratives							
Bas-Saint-Laurent	M\$	272,4	43,6	106,4	304,5	—	24,6
	TCA (%)	-4,6	49,8	79,4	4,2	..	-34,2
Saguenay-Lac-Saint-Jean	M\$	485,9	585,4	164,6	548,9	15,6	45,5
	TCA (%)	-16,2	23,7	-14,2	24,8	437,9	21,0
Capitale-Nationale	M\$	1 444,9	420,9	1 118,9	977,7	x	712,0
	TCA (%)	7,4	0,6	18,6	2,2	..	26,8
Mauricie	M\$	314,6	45,7	193,7	447,2	x	42,5
	TCA (%)	-11,1	65,6	9,5	-2,0	..	30,8
Estrie	M\$	797,5	64,9	503,4	691,2	x	104,1
	TCA (%)	-4,4	-46,2	21,7	71,3	..	36,1
Montréal	M\$	6 354,6	1 021,7	2 236,2	4 239,7	-	1 487,7
	TCA (%)	21,1	7,1	-18,8	-8,5	..	41,8
Outaouais	M\$	369,9	37,2	661,1	569,1	x	144,2
	TCA (%)	-3,7	12,4	18,8	-10,1	..	43,9
Abitibi-Témiscamingue	M\$	1 054,0	127,8	87,5	268,1	302,7	32,5
	TCA (%)	13,6	-8,4	8,0	7,1	265,6	63,3
Côte-Nord	M\$	705,8	358,4	12,9	78,7	18,4	38,3
	TCA (%)	124,8	11,2	76,7	-18,1	318,2	59,6
Nord-du-Québec	M\$	131,7	287,6	2,2	27,8	179,1	31,7
	TCA (%)	-10,2	-20,1	-51,1	-3,8	-25,7	3,9
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	M\$	x	x	59,3	185,3	x	14,7
	TCA (%)	36,6	23,0	..	61,5
Chaudière-Appalaches	M\$	680,9	169,2	585,1	821,2	-	96,1
	TCA (%)	10,1	16,2	27,8	5,2	..	-15,4
Laval	M\$	463,2	108,2	604,1	465,7	-	85,6
	TCA (%)	8,4	-9,5	-1,3	-39,6	..	53,7
Lanaudière	M\$	x	x	1 076,4	777,7	x	83,2
	TCA (%)	33,8	-10,6	..	121,9
Laurentides	M\$	750,4	217,4	1 439,9	1 153,4	0,6	78,3
	TCA (%)	4,1	30,9	16,7	-5,5	-62,5	36,6
Montérégie	M\$	2 263,1	631,4	2 232,3	2 918,7	-	277,7
	TCA (%)	1,8	-42,7	-3,6	16,5	..	36,2
Centre-du-Québec	M\$	544,7	82,7	268,4	374,6	-	44,3
	TCA (%)	19,6	-34,7	20,6	13,4	..	-17,2
Régions métropolitaines de recensement							
Saguenay	M\$	241,2	475,8	101,4	300,8	..	30,1
	TCA (%)	-12,6	29,7	-21,6	22,0	..	50,5
Québec	M\$	1 546,1	522,8	1 422,9	1 130,9	..	732,9
	TCA (%)	11,4	6,2	24,2	-1,6	..	19,4
Sherbrooke	M\$	508,6	47,8	387,0	473,5	..	54,2
	TCA (%)	-9,6	-24,6	17,8	112,7	..	14,6
Trois-Rivières	M\$	274,7	66,9	138,0	283,5	..	30,6
	TCA (%)	-7,8	67,3	9,3	-13,8	..	19,5
Montréal	M\$	8 889,2	1 707,7	5 838,7	7 894,3	..	1 822,8
	TCA (%)	14,9	-18,2	-6,1	-4,8	..	38,8
Ottawa-Gatineau ¹	M\$	328,0	31,0	621,2	483,4	..	134,0
	TCA (%)	-6,7	5,4	17,8	-10,3	..	38,6
Ensemble du Québec	M\$	17 394,6	4 295,3	11 352,3	14 849,5	644,1	3 343,0
	TCA (%)	11,7	-6,8	4,4	0,2	91,6	33,7

1. Partie québécoise uniquement.

TCA (%) : Taux de croissance annuel.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, du Registraire des entreprises et du ministère de la Santé et des Services sociaux; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Liens de parenté entre sociétés, Permis de bâtir, Recensement de l'agriculture et Investissement en construction résidentielle*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3

Différences entre les données réelles, provisoires et intentions, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2019 et 2020

					Variation	
	2019 ^p	2019	2020 ⁱ	2020 ^p	2019/2019 ^p	2020 ^p /2020 ⁱ
	M\$				%	
Régions administratives						
Bas-Saint-Laurent	818,9	901,8	858,2	1 041,5	10,1	21,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 676,1	1 701,6	1 714,0	1 862,5	1,5	8,7
Capitale-Nationale	4 092,9	4 228,9	4 048,3	4 407,8	3,3	8,9
Mauricie	904,6	908,8	811,8	1 022,6	0,5	26,0
Estrie	1 396,5	1 289,1	1 369,7	1 627,3	-7,7	18,8
Montréal	15 337,7	16 517,6	15 220,6	14 248,5	7,7	-6,4
Outaouais	1 167,4	1 338,3	985,8	1 022,8	14,6	3,8
Abitibi-Témiscamingue	1 494,2	1 424,0	1 379,4	1 461,3	-4,7	5,9
Côte-Nord	2 158,2	2 000,8	1 980,3	1 903,4	-7,3	-3,9
Nord-du-Québec	1 271,4	1 477,1	1 452,2	1 008,3	16,2	-30,6
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	521,6	515,2	521,9	596,8	-1,2	14,4
Chaudière-Appalaches	1 750,5	1 688,3	1 557,6	1 759,0	-3,6	12,9
Laval	1 123,9	1 161,4	1 009,4	1 176,0	3,3	16,5
Lanaudière	1 047,3	1 177,2	1 135,8	1 193,1	12,4	5,0
Laurentides	1 709,8	1 786,1	1 648,1	1 894,6	4,5	15,0
Montérégie	5 846,3	6 563,0	5 069,2	6 297,3	12,3	24,2
Centre-du-Québec	975,4	1 102,8	938,6	1 033,3	13,1	10,1
Régions métropolitaines de recensement						
Saguenay	891,7	1 035,9	958,5	1 020,4	16,2	6,5
Québec	4 385,4	4 483,3	4 263,0	4 323,7	2,2	1,4
Sherbrooke	846,5	766,5	813,5	1 109,3	-9,5	36,4
Trois-Rivières	661,8	656,4	580,0	597,8	-0,8	3,1
Montréal	21 370,5	23 080,1	20 955,7	21 181,8	8,0	1,1
Ottawa-Gatineau ¹	968,9	1 121,6	861,3	822,4	15,8	-4,5
Ensemble du Québec	43 292,8	45 782,1	41 700,9	43 556,2	5,7	4,4

1. Partie québécoise uniquement.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*, exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Permis de bâtir et Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Dans la collection *Investissements privés et publics*

À paraître

Perspectives québécoises, intentions 2022

Mars 2022

Sur le Web

Pour l'ensemble du Québec, des régions administratives et des régions métropolitaines de recensement, les données détaillées relatives aux dépenses en immobilisations pour la période allant de 2006 à 2021 sont disponibles à l'adresse suivante : [statistique.quebec.ca/fr/recherche?sujet=investissements](https://statistique.quebec.ca/fr/recherche? sujet=investissements)

Symboles

\$ En dollars
M En millions
G En milliards
% Pourcentage

Signes conventionnels

.. Donnée non disponible
p Donnée provisoire
i Intentions
x Donnée confidentielle

Indicateurs de qualité

* Passable
** À utiliser avec prudence
F Peu fiable, ne peut être publiée

Note

En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Notice bibliographique suggérée

MARCHAND, Guillaume (2021). « Québec et ses régions, intentions 2021 », *Investissements privés et publics*, [En ligne], juin, Institut de la statistique du Québec, p. 1-11. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/investissements-privés-et-publics-quebec-et-regions-intentions-2021.pdf].

Ce bulletin a été réalisé à l'Institut de la statistique du Québec par :

Guillaume Marchand

Direction des statistiques économiques :

Mario Beaulieu

Avec la collaboration de :

Julie Boudreault, révision linguistique
Isabelle Jacques, mise en page

Pour plus de renseignements :

Centre d'information et de documentation
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone :
418 691-2401
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)

Courriel : cid@stat.gouv.qc.ca

Site Web : statistique.quebec.ca

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2^e trimestre 2021
ISSN 2563-6286 (en ligne)

© Gouvernement du Québec
Institut de la statistique du Québec, 2020

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec. statistique.quebec.ca/fr/institut/nous-joindre/droits-auteur-permission-reproduction